Ce livre n'est donc pas seulement une somme, considérable, de connaissances indispensables pour comprendre comment, à travers le monde et dans des sociétés extrêmement diverses, se construit la place — les places — des femmes dans les milieux de travail, les systèmes d'emploi et les rapports sociaux. Il offre aussi, fut-ce en pointillé, un ensemble de repères conceptuels particulièrement précieux, dans un moment de résurgence des théories essentialistes, pour structurer un cadre explicatif aux différences de positions sociales entre les sexes.

Didier Demazière
Centre de sociologie des organisations (CSO), UMR 7118 CNRS et Sciences Po, 19, rue Amélie, 75007 Paris
Adresse e-mail : d.demaziere@cso.cnrs.fr

Disponible sur Internet le 24 avril 2014

http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2014.03.003

Un siècle de travail des femmes en France – 1901-2001, M. Maruani, M. Meron. La Découverte, Paris (2012). 230 p.

L'histoire de l'évolution des places et rôles des femmes sur le marché du travail reste encore marquée par des représentations ancrées dans un syllogisme : femme = épouse/épouse = mère/mère = inactive. Le travail des hommes étant évident et celui des femmes contingent et noué dans le fameux arbitrage entre famille et travail, les femmes ne seraient qu'épisodiquement actives : avant d'épouser un *breadwinner* et après avoir élevé leurs enfants — si l'on se place du point de vue de l'individu — ou pour remplacer les absents, en particulier lors des guerres — si l'on se place du point de vue de la collectivité nationale. Reste que les chiffres ont toujours prouvé le contraire, et l'ouvrage de Margaret Maruani et Monique Meron les déploie en prenant les recensements de la population comme solide point d'appui. Et le titre du livre, *Un siècle de travail des femmes en France*, renvoie à l'ouvrage de référence d'Olivier Marchand et Claude Thélot, *Deux siècles de travail en France*, appuyé sur les mêmes corpus[1]. Quatre volets sont successivement explorés (et abondamment illustrés de tableaux statistiques et de graphiques) et passent au tamis les idées, reçues ou non, sur l'activité des femmes entre 1901 et 2011.

L'ouvrage s'ouvre sur une recension au long cours des actives décomptées : quelle que soit la période considérée, les femmes représentent toujours au moins un tiers de l'ensemble des actifs, avec un seuil au mitan des années 1960. Ensuite, leur place croît inéluctablement pour arriver aujourd'hui à une quasi-parité : 47,6 % de femmes dans la population active en 2008. Il y a ces comptes, mais aussi des mécomptes, venant parfois des femmes elles-mêmes (le recensement reste une source déclarative), mais surtout des directives de l'État, qui juge par exemple comme quantité inintéressante les épouses partageant avec leur conjoint la gestion de l'atelier, du commerce ou de l'exploitation rurale. La démonstration est ici percutante qui analyse l'exclusion d'un bon million d'agricultrices (sur 1,8 million) lors du recensement de 1954 (p. 43 et suivantes) : tout au long du XX^{e} siècle, l'appréhension statistique de l'activité féminine est ainsi sujette à remaniements divers, et donc à caution, contrairement à celle des hommes.

Il en va de même pour la recension des différentes formes d'inactivité, qu'il s'agisse du chômage, du sous-emploi ou de l'emploi partiel (3^{e} chapitre) : représentations sociales et conventions statistiques étant toujours à l'œuvre, la mesure de l'inactivité des femmes est fluctuante au cours

[1] Marchand, O., Thélot, C., 1997. Le Travail en France, 1800-2000. Nathan, Paris [1^{e} édition : 1991, sous le titre Deux siècles de travail en France. INSEE, Paris].

du siècle (p. 118 et suivantes). De surcroît, le genre est ici encore bien présent : une mère de famille qui ne travaille pas sera longtemps dite inactive, quand un père de famille dans la même situation sera catalogué chômeur ; de même, le temps partiel est perçu comme bon pour les mères, mais mauvais pour les pères. On peut cependant regretter qu'une lunette genrée ne soit pas plus utilisée dans ce chapitre sur le non emploi, en particulier dans le cadre des différentes branches du marché du travail et de leur segmentation. Autrement dit, qui chôme, dans quels secteurs et selon quelles évolutions au cours du siècle ? Lors de la grande crise des années 1930, on sait que les femmes chôment moins que les hommes dans les secteurs nouvellement mécanisés, puisque ce sont elles qui triment sur les machines de la rationalisation[2] : en a-t-il été de même dans les dernières décennies du XX^{e} siècle ?

L'analyse de la segmentation sexuée du travail est bien traitée, mais au quatrième chapitre seulement, quand elle aurait pu aider au cadrage de l'ensemble de la démonstration. Est reprise là l'évolution séculaire de la place des femmes et des hommes dans les différents secteurs économiques : le XX^{e} siècle est celui du passage d'une France rurale à une France industrielle puis tertiaire. Et la lisibilité de l'activité féminine y devient d'autant plus forte que le salariat progresse : entre 1954 et 2000, sa part dans l'emploi des femmes est passée de 59 % à 93 % (p. 53). Par ailleurs, ces décennies sont non seulement celles de l'élévation du niveau de la certification scolaire, mais encore celles de l'accès des femmes à l'ensemble des professions supérieures. De cet accès, elles se saisissent vigoureusement, ce qui aurait pu être plus amplement mis en valeur, y compris avec des tableaux synthétiques sur le siècle soulignant leur progression dans certains secteurs : les interdits législatifs et sociaux sont, par exemple, bien la cause de l'évolution de la présence des femmes dans les professions libérales : d'*epsilon* en 1906[3] à 19,5 % en 1962, puis 33 % en 1996. Dès lors, les comportements masculins et féminins peuvent effectivement évoluer de manière parallèle, même si subsistent d'amples secteurs réservés aux femmes. Les chiffres montrent que cette répartition ne se résorbe guère au début du XXI^{e} siècle, les femmes restant largement majoritaires dans les secteurs du soin et des services à la personne, et les hommes dans le bâtiment et les industries lourdes. Cependant, il s'agit là de segments peu qualifiés du marché du travail où migrantes et migrants sont en nombre : le paysage aurait pu être ici complété par une ferme incursion statistique du côté de ces populations étrangères où les femmes ont toujours compté pour au moins 30 % des actifs.

Le regard critique des auteures et leur relecture des dénombrements de la population active permet également une plongée au cœur des analyses des cycles de vie des femmes supposées se retirer du marché du travail pour élever leurs enfants (deuxième chapitre). On le sait, au début des années 1960 les recensements affichaient un taux d'activité de 40 % pour les 25-49 ans, contre 85 % en 2010. La relecture des courbes d'activité sur le long terme est ici instructive puisque, dans la première moitié du siècle, les femmes travaillent de manière étale à tout âge — avec, pour les moins diplômées, de très plausibles changements successifs de secteur économique (p. 67), confirmés par les études d'histoire sociale[4]. Et dans ces allers et retours figure un mode d'emploi

[2] Omnès, C., 2003. Les trois temps de l'emploi féminin : réalités et représentations. L'Année sociologique 53 (2), 373-398.

[3] Et non pas 40% comme l'indique un tableau de la page 173 : il y a un millier de femmes recensées dans les professions libérales en 1906 pour 75 000 hommes, contre 117 000 femmes et 230 000 hommes en 1996 (Marchand et Thélot, op. cit., p. 232 et suivantes).

[4] Beau, A.-S., 2002. Les salarié-e-s du grand commerce : des ëmployé-e-s? Les parcours professionnels des salarié-e-s du Grand Bazar de Lyon aux 19e et 20e siècles. Travail, genre et société 8, 55-72 ; Omnès, C., 1998. Ouvrières parisiennes. Marchés du travail et trajectoires professionnelles au XX^{e} siècle, Éditions de l'EHESS, Paris.

mal connu, celui du travail à domicile (p. 131 et suivantes), souvent conjoncturel à l'échelle des vies individuelles, mal déclaré, mal recensé et qui croît avec chaque avancée notoire du code du travail (lois de 1892, 1915, 1936, 1945, 1968) : l'inspection du travail note systématiquement que les industriels y ont recours pour échapper à leurs obligations. Serait-il en cause dans le décrochage de la part des femmes actives durant les décennies 1950-1960 ? Quoi qu'il en soit, il y a dans ces années-là le sous-recensement déjà mentionné des agricultrices, mais aussi la force des politiques sociales de la IV^{e} République, sans doute plus efficaces que l'idéologie vichyste ici mentionnée (p. 93). De fait, avant l'allocation parentale d'éducation, l'allocation salaire unique de 1947 accordait à une mère inactive de deux enfants l'équivalent d'un SMIC, avec une belle progressivité : un SMIC et demi pour trois enfants et deux SMIC pour quatre enfants. Mal indexée sur l'inflation, cette ressource a perdu de son attractivité au moment, notons-le, où remonte l'activité féminine, soit à la fin des années 1960.

À la lumière de cette riche et utile synthèse, et à dénombrer convenablement les millions de non salariées des campagnes d'une France longtemps rurale, les épouses d'artisans, de commerçants, de médecins, les ouvrières et cols roses du travail à domicile, les nourrices, souvent primo-arrivantes, qui gardent dans l'ombre les enfants des femmes actives, on se laisserait aller à prendre un pari scientifique complémentaire : celui d'une proportion de femmes au travail correspondant bien à la moitié de la population active, mais ce depuis le début du XX^{e} siècle.

Sylvie Schweitzer
Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA, UMR 5190), Université de Lyon 2, Institut des Sciences de l'Homme, 14, avenue Berthelot, 69363 Lyon Cedex 07
Adresse e-mail : syschweitzer@wanadoo.fr

Disponible sur Internet le 20 mai 2014
http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2014.03.015

La culture comme vocation, V. Dubois. Raisons d'agir, Paris (2013). 202 pp.

Depuis le début des années 1960, démocratisation des politiques culturelles, élévation du niveau d'éducation, généralisation d'une idéologie individualiste et augmentation des temps de loisirs ont œuvré au développement des pratiques artistiques et culturelles des Français. De manière parallèle à cette transformation majeure ont été créés de nombreux emplois « culturels » visant à accompagner, à organiser, à ouvrir ou à stimuler ces nouvelles pratiques. Or, « travailler dans la culture » se révèle une aspiration difficile à réaliser pour celles et ceux qui, toujours plus nombreux, s'y essaient. Comment expliquer un tel attrait des jeunes pour le secteur de la culture malgré un succès professionnel incertain et des conditions de travail et d'emploi souvent tendues et précaires ?

Telle est la question posée par Vincent Dubois à partir d'une riche étude portant sur les étudiants candidats aux formations universitaires de niveau Master 2 préparant aux métiers de la culture. L'auteur croise à cet effet des matériaux de diverse nature : une enquête par questionnaires menée en 2009 auprès de 787 individus candidats à l'un des dix-neuf Master 2 étudiés (sur vingt-deux répertoriés en France) ; l'exploitation secondaire d'enquêtes statistiques réalisées par le ministère de la Culture et la Dares[1], par l'Insee[2] et par le ministère de l'Éducation nationale ;

[1] Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques.
[2] Institut national de la statistique et des études économiques.